

Comment transformer la société ?

Communisme

Séminaire



<i>Penser l'impensé du processus de transformation de la société</i> - Josiane Zarka	3
<i>Révolution longue et stratégie autogestionnaire</i> - Bruno Della Suda	7
<i>Quelle organisation politique pour quel processus de transformation ?</i> Patrick Le Tréhondat	10
<i>Penser à la fois les fins et le processus</i> - Laurent Lévy	11
<i>Du "déjà là" au "pas encore là"</i> - Pierre Zarka	12
<i>Processus et bifurcations pour ouvrir de nouveaux champs</i> - Gilles Alfonsi	15
<i>Structure du capitalisme et futur possible auto-organisé</i> - Benoît Borrits	16
<i>Parti-mouvement et horizon d'émancipation</i> - Bruno Della Suda	18

Les partisans de l'émancipation le savent ou le ressentent : ni les victoires à petits pas (trop localisées, trop partielles), ni les avancées par stades successifs, repoussant à chaque fois la réalisation d'un changement profond, ni la promesse d'un Grand soir, illusion aboutissant à une nouvelle confiscation des pouvoirs, n'ont été des stratégies gagnantes durablement pour une transformation émancipatrice de la société. Par quel processus et comment rompre avec l'ordre des choses ? Comment obtenir immédiatement des avancées démocratiques et égalitaires significatives et produire un mouvement global d'émancipation ?

Ce douzième numéro d'*Altercommunisme* contient les textes des interventions prononcées lors de la séance du séminaire *Communisme* du 21 juin 2014 (matin). Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz, André Pacco et Jean Tailleur - Transcription : Nadia Pinson

Note d'intention du séminaire Communisme

Initié par l'Association des communistes unitaires, ce séminaire a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du XXI^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée-théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Face à la crise globale du système capitaliste, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... -, combat contre toutes les dépossession et contre la marchandisation de tout.

Dans le même temps, nous cherchons à refonder l'engagement communiste, pour affronter les défis d'aujourd'hui : ceux de la mondialisation des relations économiques, sociales et culturelles, ceux de l'ère nouvelle ouverte par la généralisation des nouvelles technologies de l'information, ceux de l'autogestion et du pouvoir du peuple, ceux de l'épuisement de la planète et de la sauvegarde de l'espèce humaine, ceux qui associent la promotion de toutes les solidarités et le respect de l'individualité de chacun. Nous cherchons à réfléchir à la révolution aujourd'hui nécessaire, pour dépasser le capitalisme et toutes les dominations : révolution démocratique, pour rompre avec la citoyenneté pauvre du système délégué actuel, avec des formes de représentation qui pervertissent la démocratie ; révolution qui investisse aussi le champ du travail, de sorte que la production du "nécessaire" ne soit plus - pour les productrices et les producteurs - la négation de la "libre réalisation de soi-même".

Nous voulons réfléchir - avec celles et ceux que ces réflexions intéressent, sans esprit de boutique et volontairement à l'écart des enjeux de pouvoir et de relations

entre organisations - non pas à un programme mais à une direction à prendre. Et nous le concevons non pas en vase-clos, comme si notre culture politique ne devait pas se mêler à d'autres, mais, au contraire, de manière ouverte, en favorisant les métissages sans uniformisation. Ainsi, par exemple, nous serons en dialogue avec les militants de l' "éco-socialisme", terme dont nous interrogerons l'intérêt et les limites.

Nous pensons que cela peut être utile pour que les luttes les plus immédiates soient moins récupérables et plus puissantes. Et nous pensons que se projeter dans la perspective d'une autre organisation de la société contribue à déterminer les vrais rapports de forces. La sécurité sociale - une avancée communiste, selon nous - aurait-elle vu le jour si ceux qui l'avaient inventée s'étaient contentés de penser dans les limites de ce qui semblait possible dans un pays alors ravagé par la guerre ?

Face à une crise globale du système capitaliste, qui recouvre toutes les sphères de la vie humaine, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent. Certains ont préféré abandonner le nom communisme, entaché par le "socialisme réel" des pays de l'Est et les crimes faits en son nom. Mais existent alors le risque de jeter le bébé avec l'eau du bain, la tendance à rabougir l'ambition et finalement la possibilité de renoncer à la radicalité nécessaire, dans un monde où l'entre-deux n'est plus possible.

Ainsi, on peut n'avoir aucune complaisance envers les crimes commis au nom du communisme et ne rien céder à la nécessité de cette transformation de la société dont "communisme" est le nom. Au contraire, nous pensons que le communisme, refondé, revivifié, peut être un puissant catalyseur : non pas un parti, ni une institution mais mouvement d'idées et d'actions, dynamique politique populaire où l'appropriation du devenir commun, par chacun-e, résulte d'une élaboration collective incessante, seule susceptible de fournir des repères aux élans de spontanéité qui caractérisent toute révolution. Elaboration à laquelle des initiatives et forces politiques peuvent bien sûr contribuer, mais pas seules et sans aucune prééminence. Cela ne nous empêche pas de "faire de la politique" avec tous les antilibéraux, les anticapitalistes, les libertaires, les socialistes, les autogestionnaires, les alternatifs, les écologistes radicaux, les postcapitalistes et beaucoup d'autres ; c'est même le contraire : avec notre boussole - notre communisme -, nous ne concevons notre action que dans la convergence avec toutes les forces et tous les citoyens qui veulent rompre avec l'ordre libéral, économique, social ou politique. ♦

Penser l'impensé du processus de transformation de la société

Josiane Zarka

Beaucoup de monde s'accorde sur l'idée que la transformation de la société est un processus qui s'appuie sur du "déjà là". Mais, nous nous heurtons à plusieurs obstacles : ce qui nous reste du "grand soir" ou une conception parfois spontanéiste des "petits pas".

La stratégie du grand soir contient une cohérence liée à une conception messianique de l'Histoire : c'est l'aboutissement qui fait sens et non le cheminement. Il existe alors une tension entre le présent et "l'avènement final" du communisme. Cette tension crée un entre-deux qui vide le temps intermédiaire de toute substance. Dans cette conception, l'idée du processus est pour l'essentiel un impensé. Quand la conception du processus émerge entre les années 1960 et 80, ce qui reste du grand soir, notamment le caractère messianique de l'État et de l'organisation, va continuer à peser sur les représentations et les comportements politiques. Le processus, vidé de sa dimension cohérente, est réduit à l'idée d'un temps de transition flou. En conséquence, on dénie toute portée stratégique au déjà là et on continue à penser le peuple comme une force de protestation et de soutien et non comme la force motrice principale.

Comme la pensée du grand soir, la notion de "processus" est aussi une conception cohérente. Mais, dans cette démarche, ce n'est plus une intervention extérieure et soudaine qui réalise le but, c'est le mouvement de la réalité lui-même. Dans ce mouvement, la nature autogestionnaire du "cheminement vers" importe autant que son résultat parce qu'elle conditionne la réussite du projet final. Inversement, la pensée du projet final va influencer les pratiques et la pensée au présent. Dans cette conception, le déjà là prend une importance stratégique et le centre de gravité se déplace vers ceux qui agissent.

De nombreux mouvements partagent cette conception. Mais, pour certains, le déjà là tend à devenir une force autonome et spontanée qui, par sa dynamique propre, finirait par imposer le changement. Dans la lutte pour la gratuité des transports à Aubagne, certains militants pensent qu'en s'étendant et en se multipliant de proche en proche, la gratuité finira par s'imposer et devenir aussi « *naturelle que l'éclairage public* ». C'est ce qu'ils appellent « *attraper le capitalisme par la queue* ». Ils confondent le rejet légitime du changement "par le haut" avec le rejet d'une vision cohérente du changement à l'échelle de la société qui, elle, semble nécessaire. La force de l'exemplarité ne semble pas suffire à sauver la Sécurité sociale et les services publics. Certains s'inspirent de la pensée de Hardt et Negri. Pour ces auteurs, le changement à l'échelle de la société est présent à travers le concept de "commun" (au singulier). Le commun est la production relativement autonome des forces sociales à l'échelle du monde. Il y a, chez eux, un recentrage stratégique sur le rôle du mouvement populaire et du déjà là. Le problème, c'est que le peuple et la nature sont considérés comme des forces productives spontanées. Le commun existerait indépendamment de son exploitation par le capital. L'exploitation est réduite à un vol effectué par le capital financier qui, se détachant de la production, n'est plus qu'une puissance rentière et parasite qui devient extérieure au développement des forces productives. En pensant ainsi, on sous-estime que l'organisation par le capital de la production, de la connaissance et de la vie n'a jamais été aussi directe et profonde et on sous-estime la nature du combat à mener pour s'en émanciper. À la limite, il y a là un contournement de la question du pouvoir. Un autre exemple, les mutations du travail : il est vrai que l'autonomie des personnes et leur implication subjective et intellectuelle sont devenues parties prenantes du processus de travail. Mais elles sont aussi devenues partie intégrante du processus de valorisation du capital. Il est vrai aussi, comme le dit Yves Swartz, que les salariés ne « *sont jamais de purs exécutants, mais des êtres d'activité, de pensée et d'arbitrage* ». Mais cela ne suffit pas à soi seul pour sortir de la victimisation. On confond les mutations des forces productives, dont il ne s'agit pas de sous-estimer le potentiel d'émancipation, avec une autonomie accrue du travail, comme si ce dernier était devenu une force autonome. De ce fait, on a tendance à sous-estimer les luttes à mener contre les nouvelles formes d'exploitation capitaliste.

Qu'est-ce que la pensée communiste peut apporter aujourd'hui au processus de transformation ?

1. Aider le mouvement "déjà là" à devenir force de transformation de la société.

Depuis plusieurs décennies émergent et se développent dans le monde des luttes et des expérimentations d'un nouveau type. Ce qui est frappant, c'est que ces réalisations alternatives ont beaucoup de points

communs, malgré la diversité des cultures et des situations. Ces citoyens sortent des gens de la misère, sauvent des entreprises, créent des coopératives de travail ou d'habitat, ouvrent des cliniques gratuites, des micros banques, des ateliers de réparations citoyens, des banques de semences. Ils échangent des biens sans argent, des services et des savoirs, redynamisent les économies locales, rendent leur village autonome grâce aux énergies renouvelables. Enfin, ils mettent en œuvre des formes nouvelles de pouvoir populaire. Ceux qui agissent ainsi ne sont pas des marginaux, mais des gens des couches moyennes, des ouvriers et des paysans. Après avoir intégré la fin du soviétisme, ces acteurs tirent un trait sur les "promesses" du libéralisme, sur la capacité des politiques à représenter leurs idéaux et pour une part, sur l'État et les institutions. Ces luttes ont aussi un sens en termes de projet de société : la plupart traduisent la fin de l'aveuglement consumériste, une responsabilité écologique et une économie socialement juste, ancrée dans le local. Elles misent sur la coopération, la mutualisation des moyens matériels et humains et non sur la mise en concurrence. Sur l'échange et non sur le commerce. Sur le collectif et non sur l'individualisme. Elles redonnent vie à la valeur d'usage et non marchande ; aux valeurs de partage, de dons et de gratuité. Ces démarches s'inscrivent dans le rejet grandissant du système capitaliste.

Ces mouvements ne cherchent pas pour l'instant à modifier radicalement le système capitaliste dans son ensemble, c'est d'ailleurs souvent revendiqué. C'est une limite forte, voire un obstacle, sur lequel je reviendrai. Pour l'instant, je retiens qu'ils ont abandonné la seule protestation pour chercher à modifier la réalité à leur échelle. Ils sont dans le "faire". Isabelle Frémeau, dans son livre *Les sentiers de l'utopie*, dit à propos de ces expériences : « *elles n'exigent pas le changement, elles le créent directement* » et elle poursuit : « *au regard de la crise économique écologique et sociale, la question n'est plus seulement de savoir comment résister au capitalisme mais comment survivre au déclin de la civilisation et simultanément créer de la résilience face à l'effondrement.* » Pour eux, l'action est tout à la fois adaptation pour survivre et transformation effective des rapports sociaux. Maurice Decailot, dans une intervention à la séance de l'OMOS sur "radicalité", nous dit qu'un changement radical de vie devient possible quand les déséquilibres sociaux en appellent la nécessité. Il évoque « *l'émergence, dans le contexte de la déroute esclavagiste de l'Empire romain, des formes de retour à l'auto-développement, à travers les abbayes puis les seigneuries. Ou l'apparition, à la fin du Moyen-Âge, des sites marchands dispersés aux marges des sociétés féodales, qui sont les ancêtres des mouvements qui conduiront au capitalisme généralisé* ». Tout se passe comme si la société au plus fort de sa crise cherchait à produire ses propres antidotes. Le rôle des organisations et du politique n'est-il pas de repérer l'émergence de ces nouvelles formes de vie et de pensée, de les aider à se développer, à se fédérer, afin qu'elles constituent de véritables ruptures avec le capitalisme et fassent émerger une alternative au système actuel ?

J'en viens aux limites. Pour se pérenniser, ce processus des luttes "déjà là" doit prendre une taille critique et élaborer ses propres dispositifs instituants à l'échelle de la société. Pour l'instant, ces expériences sont éparpillées, isolées les unes des autres et essentiellement défensives. Leur caractère marginal fait que les gens n'en retiennent que leur exemplarité à laquelle ils adhèrent le plus souvent. Mais ils pensent, à commencer par les intéressés eux-mêmes, que ces expériences ne peuvent pas devenir le principe de fonctionnement de l'économie à grande échelle. De ce point de vue, ils nourrissent l'indifférence des politiques et du mouvement syndical à leur égard.

2. Pour convaincre sur la crédibilité économique et sociale de ces expériences et sur le fait qu'elles peuvent se fédérer et devenir pouvoir instituants à grande échelle, nous ne pouvons pas faire l'économie de stimuler l'émergence d'un imaginaire commun d'une autre conception de la propriété et de la démocratie.

Une des raisons fondamentales de nos échecs à rassembler les luttes en cours tient dans le recul de la capacité à créer de l'imaginaire commun. L'imaginaire et la symbolique en politique ne sont pas la cerise sur le gâteau, c'est la capacité de voir dans une chose ce qu'elle n'est pas encore. Dans l'Histoire, la capacité du peuple à créer un imaginaire politique a été une des clefs des dynamiques de transformation. Cet imaginaire contribue à construire l'action et l'action crée à son tour de la symbolique dont elle se nourrit.

Paul Ricoeur précise : « *l'imagination est la manière privilégiée d'accéder au réel, parce qu'elle permet de dévoiler dans celui-ci ses différents sens possibles en laissant de côté l'aspect circonstanciel de leur mode d'apparition.* » Elle n'est pas une représentation comme image de quelque chose, elle est création de significations politiques, c'est-à-dire invention de manières d'être et de penser radicalement nouvelles. Ces créations de l'imaginaire politique ne se confondent pas avec une conception fonctionnaliste des institutions qui ne fait que répondre aux besoins. La Sécurité sociale, avant d'être une institution qui administre des services, a d'abord été une idée mutualiste considérée au départ comme utopique : « *de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins* ». Cette idée a cheminé à travers l'histoire des luttes populaires des XIX^e

et XX^e siècles avant de devenir institution avec le programme du CNR. Ricoeur ajoute : « *pour accueillir des événements qui apportent avec eux un sens innovant, l'individu doit faire sien le sens profond de ces événements. C'est pourquoi le récit quand il apparaît sous une forme trop explicite et exhaustive, risque d'anéantir l'émergence du sens.* » C'est le cas, par exemple, des programmes ou des projets trop ficelés, faits sans le concours des intéressés.

Dans le cas de la Sécurité sociale, la dimension institutionnelle et "l'administration des choses" a tué la dynamique instituante et le sens politique sous-jacent.

Stimuler l'imaginaire politique, c'est le sens de la démarche de Christian Laval et Pierre Dardot dans leur ouvrage *Commun*, dont je vous recommande la lecture. Ils partent d'un examen précis des mouvements en cours et constatent que la thématique des "communs" comme conception alternative de la propriété et de la démocratie, grandit dans ces luttes. Pour les altermondialistes, le paradigme de commun, en ce qu'il assure une "chaîne d'équivalence" entre des luttes dans des champs différents, a une valeur stratégique de prise de conscience de l'interdépendance des questions écologiques, sociales et économiques et par conséquent de rassemblement de ce qui est dispersé : « *En évoquant le Commun, nous pouvons commencer à construire un vocabulaire partagé pour désigner l'ennemi commun, ce qui nous appartient collectivement et qu'il nous faut gérer ensemble.* »

À partir de ces expériences et de ces luttes, Dardot et Laval proposent le concept de Commun tout à la fois comme nouvelle conception de l'appropriation sociale et comme praxis instituante par les intéressés eux-mêmes. Le Commun comme principe politique est à penser comme co-activité et non comme co-appartenance, co-propriété ou co-possession des biens communs. « *C'est seulement l'activité pratique des hommes qui rend les choses communes. De même que c'est seulement cette activité pratique qui peut produire un nouveau sujet collectif.* » Cette conception brise la fausse alternative de l'État ou du marché. Les auteurs entendent par Révolution « *ce moment d'accélération, d'intensification et de collectivisation des luttes, où la praxis instituante devient institution de la société par elle-même ou auto institution.* »

3. Mais l'imagination d'autres possibles ne peut être opérationnelle que si elle participe à construire du commun dans l'action elle-même. Si la vision d'un autre possible contribue à faire reculer le sentiment d'impuissance, elle ne suffit pas à elle seule, à mettre les gens en mouvement. Pour sortir de l'isolement et de la victimisation, il faut prendre conscience de constituer une force. Pour l'essentiel, c'est l'agir commun qui peut la provoquer. Le terme de collectif ne veut pas seulement dire faire des choses ensemble ; il a aussi une signification de représentation commune. C'est l'espace commun d'intelligibilité dans lequel des êtres humains déploient leur activité et la représentation qu'ils se font d'eux-mêmes et du monde.

Mais le processus de passage du moi individuel au mouvement collectif est complexe dans la mesure où il ne met pas seulement en jeu des idées et des raisonnements. Le désir, les affects, la relation aux autres y jouent un rôle déterminant. Le désir individuel de changement, pour se réaliser dans le champ social, a besoin des autres. Ce passage au collectif ne peut se réaliser qu'à certaines conditions :

- Un collectif peut faire écho aux désirs individuels quand un individu retrouve chez les autres ses propres désirs et volontés. Cette découverte a pour effet de les "légitimer" à ses propres yeux, de les transformer en valeur sociale.

- Dans le mouvement collectif, la partie opaque de "l'autre" peut être abolie au profit de la reconnaissance que la moitié de moi-même est dans mon semblable. Le philosophe Gérard Bras analyse la nature de ce phénomène dans son livre *Les ambiguïtés du Peuple* : « *Quand nous disons : "nous sommes tous des Juifs allemands, des Sans-papiers, des jeunes de banlieue", ce "nous" ne désigne pas une souche ou une identité ; à ce moment-là, "nous" sommes tous ce que nous ne sommes pas ; il y a un processus de dés-identification* » ; et j'ajoute de ré-identification grâce à l'agir commun.

- Quelqu'un doit parler et agir en rupture avec le rôle que la société lui avait assigné. La portée symbolique de ces comportements de *dé-liaison* précipite (au sens chimique) les phénomènes de prise de conscience. C'est ce qu'ont fait les femmes et les médecins qui pratiquaient l'IVG avant qu'il ne soit légalisé. Le "faire tout de suite" ne se limite pas à l'action en elle-même. L'imagination d'une autre vie possible que contient cet acte décuple sa force d'entraînement.

4. Dans le processus, les luttes doivent changer de nature. Elles doivent disputer au capitalisme la capacité d'organiser la société et montrer que les citoyens sont capables de gouverner les entreprises et la société.

Dans la culture traditionnelle, les luttes servent à accumuler des forces dans la perspective des élections comme seules échéances politiques envisageables ; la perspective étant de prendre le pouvoir pour le "restituer" ensuite aux intéressés. Cette démarche est illusoire, puisque les citoyens n'intervenant pas

directement dans le champ politique, il n'y a pas de processus. Dans un processus de transformation sociale, les luttes et le suffrage universel doivent être conjointement appropriation de pouvoir par le mouvement populaire. Dans ce cas, le cheminement importe autant que son résultat final puisque c'est déjà lui qui permet de sortir de l'aliénation.

Dans l'Histoire, des mouvements ont cherché à faire vivre l'alternative dans les luttes elles-mêmes. Je voudrais m'arrêter sur le Mouvement pour l'autonomie et le communisme qui a marqué l'Italie dans le milieu des années 70, qui est injustement méconnu et qui ne se réduit pas à ses aspects aventuristes ni à sa fin tragique. Il me semble, sur certains aspects, précurseur de ce que pourraient être les luttes politiques aujourd'hui. Ces Italiens cherchaient à produire directement la perspective dans les luttes elles-mêmes. Ils considéraient que les luttes ouvrières traditionnelles, en se limitant à résister à l'exploitation capitaliste, tendaient à maintenir les ouvriers dans une identité d'exploités. Ils vont mettre en œuvre des pratiques à travers lesquelles les exploités refusent concrètement et en actes l'exploitation du travail salarié et le fonctionnement de l'État. Ces expériences locales se veulent à la fois expérience de désobéissance à l'ordre établi et mise en œuvre du communisme. Lutter pour le pouvoir ne veut pas dire lutter pour s'emparer de la machine étatique mais extension de zones libérées où pouvaient naître de nouvelles formes de vie communistes. Dans les usines, ils décident, entre autres choses, de réduire eux-mêmes leur temps de travail. Des territoires entiers furent arrachés au contrôle étatique : les provinces de Venise, de Bologne et de Turin auto-réduisent les charges qui pèsent sur le logement et sur les impôts. À Milan et à Rome, des centaines de familles ouvrières occupent des immeubles où elles mettent en place des crèches, des dispensaires. La gratuité dans les transports et la gratuité dans l'accès aux spectacles sont mises en place. On organise des "marchés rouges" où on achète des marchandises à des prix plus bas que dans la grande distribution. La mobilisation populaire fait émerger des pratiques et des institutions d'auto-gouvernement qui ont laissé des traces dans les luttes actuelles en Italie. Une nouvelle stratégie de la transformation sociale et de l'organisation aurait pu émerger si le PCI et les syndicats n'avaient pas préféré combattre ces tentatives en prenant la défense de l'État. Ce que je voudrais retenir ici, c'est une nouvelle idée des luttes et des expérimentations autonomes qui ne sont plus moyen de pression mais cherchent à transformer directement la réalité.

La pétition pour qu'Alstom ne soit reprise ni par des actionnaires ni par l'État mais par les travailleurs et les usagers eux-mêmes a le mérite de changer le point de vue à partir duquel la lutte est menée. Les expériences de mise en coopérative se développent. Elles donnent à voir une autre manière d'envisager la propriété et la démocratie. C'est aussi la proposition de Bernard Friot de généraliser le déjà là que représente la mutualisation de la valeur ajoutée par la Sécurité sociale et de mettre en place la cotisation-investissement à la place du profit.

C'est à ces conditions que le déjà là peut être un point d'appui pour commencer tout de suite à proposer une telle perspective.

Josiane Zarka

Révolution longue et stratégie autogestionnaire

Bruno Della Suda

Trois remarques liminaires :

- Dans un entretien déjà ancien, Olivier Besancenot disait que le bilan plus que négatif des pays de l'Est et du stalinisme ne constituait pas un problème pour ceux et celles qui, comme lui, s'étaient de tout temps opposés au stalinisme. Si le mérite de cette opposition est incontestable, l'échec des révolutions anticapitalistes et du mouvement ouvrier du XX^e siècle nous concerne pourtant et cette remarque vaut particulièrement pour les courants politiques qui ont soutenu ces révolutions ou les régimes politiques qui en sont issus. Cet échec historique continue de peser encore aujourd'hui, d'autant plus que l'effondrement de ce système a largement contribué à ouvrir la voie à l'offensive néo-libérale globale. Et cet échec n'est pas pour rien dans le discrédit de la révolution elle-même, réduite dans l'imaginaire à une brutale fulgurance.

- La crise actuelle, dont nous ne sommes en rien sorti-e-s et dont tout conduit à penser qu'elle va même s'approfondir, est une crise globale et multidimensionnelle, une crise systémique. Pour rappel, si son expression est d'abord économique et financière avec les conséquences dramatiques que l'on connaît sur le plan social (chômage, précarité, exclusion), elle est aussi une crise écologique, démocratique et géostratégique pour les sociétés du Nord. La crise écologique, révélée par la catastrophe de Fukushima, l'épuisement des ressources, le recul de la biodiversité, la multiplication des pollutions, le réchauffement et les dérèglements climatiques, se double du bilan désastreux de toutes les conférences internationales - aux objectifs ultra-limités et jamais atteints pour autant - consacrées à ces questions depuis le Sommet de Rio de 1992 jusqu'à la Conférence Rio+20... celle-ci ayant même été prise en mains par les firmes transnationales pour imposer le capitalisme vert ! Quant à la crise démocratique - sur laquelle, quasiment seuls à gauche de la gauche, les Communistes unitaires d'une part et les Alternatifs d'autre part attirent l'attention depuis de nombreuses années... -, elle a été découverte par tous les commentateurs et toutes les forces politiques tout récemment, à la faveur de la double séquence électorale du printemps, avec le discrédit grandissant du monde politique, la défiance généralisée vis-à-vis des partis politiques - dont profite l'extrême-droite -, la politique assimilée au carriérisme, au cynisme et à la corruption. Ayons à l'esprit que le rejet de la corruption a été l'un des ressorts des révolutions arabes ou ukrainienne. Une crise globale qui est aussi, au Nord, une crise géostratégique alimentée par le début de la fin de la domination du Nord sur le Sud, avec le révélateur de la montée en puissance des pays émergents ou du prolongement de la révolution coloniale à travers les révolutions arabes.

- Ce qui résulte de ces deux remarques, c'est que pour transformer la société dans le sens de l'émancipation, une révolution est d'autant plus nécessaire que la crise est globale, qu'il n'existe plus d'espace pour une politique réformiste au sens où l'imaginait et la pratiquait la social-démocratie des Trente glorieuses, et qu'il faut articuler la révolution, la stratégie et le projet de société.

1. La révolution comme processus ou ce que nous appelons révolution longue

L'échec des révolutions anticapitalistes du XX^e siècle oblige à repenser la révolution. La révolution doit être inventée et conçue non plus comme moment court sur la base d'une rupture ou d'une fulgurance mais comme un processus étiré sur un temps long, fait d'une accumulation de ruptures partielles et successives, de manière non-linéaire.

C'est précisément ce type de processus qui est à l'oeuvre dans l'Amérique afro-latino-indienne depuis une vingtaine d'années et plus près de nous dans le monde arabe depuis 2010 : une révolution longue et tourmentée faite d'avancées et de reculs, dans des contenus à la fois démocratiques et sociaux dans lesquels sont mêlés le refus de la corruption et des inégalités, les aspirations à la justice et à la dignité, à la démocratie et au partage des richesses ; en revenant plus loin en arrière on peut évoquer la révolution coloniale ou anticoloniale qui s'est étirée sur plusieurs décennies du XX^e siècle et se prolonge d'une certaine manière avec les révolutions du printemps arabe.

La révolution longue n'est pas une accumulation de réformes et ne fait pas l'économie de l'affrontement avec le capitalisme et avec l'État, on peut émettre l'hypothèse que parmi les ruptures accumulées qui la définissent, l'une d'entre-elles aura un rôle majeur qui est celui de l'expropriation capitaliste, de l'appropriation sociale et de l'amorce de la société alternative.

Dans les processus de révolution longue, les mobilisations citoyennes, les mouvements sociaux sont

essentiels : les unes et les autres sont les points d'appui d'une dynamique populaire et de la continuation de la révolution contre les dangers et les menaces qui les guettent.

La révolution longue peut avoir un sens plus large encore, au sens culturel et anthropologique du terme, pour caractériser de profondes transformations des sociétés, telles que le féminisme ou l'écologie - qui sont aussi des mouvements d'émancipation - ou encore la scolarisation de masse inséparable de la longue marche de la démocratie et de l'émancipation.

La révolution longue est enfin la révolution qui prend le temps de la démocratie et donc le temps de la délibération, élément de différenciation majeur avec les révolutions du XX^e siècle.

2. La révolution longue est inséparable d'une stratégie autogestionnaire

L'autogestion n'est pas destinée à l'après-révolution comme le disait l'extrême-gauche de l'après 68, l'autogestion ne saurait non plus attendre le moment de rupture majeure correspondant à l'expropriation capitaliste : c'est à la fois un but, un moyen, un chemin.

C'est dès aujourd'hui que nous devons mettre en oeuvre des pratiques autogestionnaires et alternatives, pratiques qui existent déjà, aussi bien dans le domaine de la production que celui de la consommation, et dans la culture et le vivre-ensemble.

Mettre ces pratiques en oeuvre sans attendre a des vertus essentielles : refuser les logiques capitalistes, les dominations et les hiérarchies ; subvertir l'ordre établi, changer le rapport de forces, conquérir une hégémonie culturelle en faisant la démonstration dès aujourd'hui d'un autre monde possible.

- Pour autant, ces pratiques ne peuvent se déployer pleinement dans un cadre capitaliste : elles se heurtent immédiatement à de nombreux obstacles et aucune illusion d'une généralisation douce de ces expériences ne peut être entretenue.

- Les pratiques autogestionnaires et alternatives doivent donc s'inscrire dans une perspective globale et une stratégie de transformation de la société : prendre ses affaires en mains, réduire la délégation de pouvoir et la personnalisation de la vie politique, c'est anticiper sur la société alternative et c'est préparer au mieux les ruptures nécessaires.

3. Quel projet alternatif ?

L'échec des révolutions anticapitalistes du XX^e siècle et des différentes écoles du mouvement ouvrier signe aussi la fin du paradigme rouge, mais on ne peut prétendre lui substituer un paradigme vert contournant l'affrontement avec le capitalisme, comme l'ont prétendu les écologistes et les partis verts dans la dernière décennie du XX^e siècle.

Le prolongement du paradigme vert par la décroissance généralisée à l'échelle mondiale, alors que tant de besoins élémentaires ne sont pas satisfaits au Sud - et même au Nord -, n'est pas une perspective, même si les exigences d'un autre développement et du *buen vivir* sont d'une actualité brûlante, de même que le refus du productivisme et la critique radicale de la croissance

Le croisement du rouge et du vert comme élément central d'un projet alternatif a représenté une avancée majeure par rapport à l'ancien paradigme rouge et aux illusions du paradigme vert, de même que la terminologie "écosocialiste" dans une moindre mesure.

Mais la crise globale et multidimensionnelle appelle un projet alternatif qui soit un projet d'ensemble, au-delà du croisement du rouge et du vert : la nouvelle culture politique exprimée par les Indignés et les mobilisations qui s'y rattachent, dans le prolongement des révolutions arabes, exige un élargissement du projet aux thématiques d'exigence de démocratie réelle, de démocratie active, d'égalité des droits et de refus de tout racisme, de toute discrimination, de toute domination : ce sont donc les couleurs de l'arc-en-ciel qui semblent plus pertinentes que le simple croisement du rouge et du vert.

Le projet alternatif est-il déjà là ? Oui et non : si des pratiques autogestionnaires et alternatives se déploient, au Nord comme au Sud, en lien avec les mobilisations citoyennes et les mouvements sociaux, on ne peut pour autant considérer que leur addition constitue un projet. L'enjeu est donc, à l'échelle mondiale - et c'est ce qui fait tout l'intérêt du mouvement altermondialiste et des Forums sociaux comme le FSM - de contribuer à l'élaboration d'un tel projet qui se nourrira du croisement des expériences, des pratiques et d'une réflexion politique organisée.

En conclusion, comment lier les luttes et les mobilisations au travail d'élaboration politique prenant en compte l'articulation révolution longue, stratégie autogestionnaire et projet alternatif ?

D'abord en partant des luttes, des mobilisations citoyennes, des mouvements sociaux, des résistances à l'ordre établi et d'un dialogue, d'un échange, d'une confrontation qu'elles doivent susciter.

En ce qui concerne les luttes, en prêtant la plus grande attention à leur dimension alternative comme c'est le cas par exemple pour celle des FRALIB, dont la dimension est à la fois coopérative, écologique et autogestionnaire.

En prenant soin des échelles, nécessairement européennes et mondiales, comme nous l'indique le mouvement altermondialiste.

En considérant que le travail d'élaboration concerne toutes les forces organisées, associatives, syndicales, politiques - pour nous, donc, Ensemble ! et le Front de Gauche, sachant que les forces politiques ont une fonction de synthèse généraliste que n'ont ni les associations ni les syndicats constitué-e-s sur des bases sectorielles -, mais aussi les lieux transversaux dans lesquels ce travail est déjà à l'oeuvre tels qu'ATTAC, la Fondation Copernic, l'OMOS, l'Association Autogestion et dans d'autres lieux.

En ayant à l'esprit, enfin, qu'existe en France et ailleurs en Europe et dans le monde, depuis une vingtaine d'années, le renouveau d'une pensée critique dans les sciences humaines, qui nourrit de fait cette élaboration.

C'est en particulier sur les questions de l'appropriation sociale et du commun/des biens communs ("le commun" étant la terminologie la plus pertinente, aux yeux de Christian Laval et Pierre Dardot), de la démocratie active et de l'autogestion, de l'alterdéveloppement qu'il nous faut travailler sans relâche, et plus largement dans tous les domaines de l'émancipation.

Bruno Della Suda

Remarque Michel Mourereau

Je vais être très bref et provocateur. Je suis d'accord avec 90 % des interventions, alors je cherche des différences, forcément. Mais ce qui me gêne, ce sont les 10 %, c'est le projet alternatif qui ne peut s'élaborer qu'à l'échelle européenne, etc. Cela demande à mon avis explicitation.

Quelle organisation politique pour quel processus de transformation ?

Patrick Le Tréhondat

Je suis complètement d'accord politiquement avec les deux interventions, vraiment très claires. Cela dit, il y a un "fantôme" que vous n'avez pas évoqué : c'est ce que l'on appelait autrefois la question du parti, et aujourd'hui, avec plus d'élégance, l'expression politique du courant, des idées que vous défendez.

Je dis cela parce que j'appartiens actuellement à une organisation politique qui s'appelle Ensemble ! La semaine dernière, lors de la réunion du collectif, j'ai proposé d'inviter les camarades de Fralib sur notre arrondissement (le 10^e), parce que je trouve que c'est une démonstration pratique du chemin de l'alternative, d'une victoire ouvrière aujourd'hui.

Or, un camarade qui a une certaine expérience politique, une culture, et qui observe la lutte de classes dans sa réalité, a dit que, pour lui, Fralib c'est une défaite, la preuve étant qu'on est passé de 220 salariés à 70. Donc ce camarade fait des additions et des soustractions quand il examine la lutte de classes. Et puis il a eu un deuxième argument qui m'a complètement terrassé : à savoir que, de toute évidence, cette lutte est complètement instrumentalisée par la fédération CGT de l'alimentation, qui est une des fédérations les plus staliniennes qu'il y ait.

J'avais un désaccord stratégique, tactique, esthétique, etc., complet avec ses propos, et j'ai demandé qu'il y ait un débat sur le fond dans le collectif sur cette question. Mais par ailleurs les camarades étaient tétanisés parce que dans Ensemble ! on cultive le ronron d'un consensus gentillet ...

Dans la réflexion sur quel type d'expression politique pour porter le contenu de vos deux interventions, je reviens à la question de l'URSS. Dans le processus de transformation sociale que j'appelle de mes vœux, le problème est que je ne sais pas quelle garantie j'ai de ne pas subir une dégénérescence bureaucratique mortifère, fatale, même pour ma propre existence personnelle. S'il y a irruption d'un processus de transformation sociale en France, quelles sont aujourd'hui les garanties qu'une dégénérescence telle que celle qu'on a connue en URSS ne va pas se reproduire ? D'une certaine façon, en pointillé, la question du déjà là et de la construction autogestionnaire dans les luttes, de l'expérimentation de ce qu'est la démocratie est aussi pour moi une garantie.

Sur l'expression politique, Josiane a cité l'exemple de l'Italie. Cinq ou six ans après les années 75, j'ai visité à Rome des immeubles entiers occupés. À Rome, à Venise et dans la banlieue de Turin, j'ai vu les centres sociaux autogérés, des usines ou des maisons abandonnés occupés par des jeunes qui développaient toute une économie, de la culture, etc. C'était formidable. Mais le problème c'est que ces avant-postes sociaux avaient bien une expression politique propre, mais n'en avaient aucune du point de vue collectif et organique.

Et à un moment donné - évidemment ce sont les aléas de la vie politique -, par exemple une partie des camarades qui animaient ces centres sociaux sont passés sur refondation communiste et tout cela s'est très mal terminé. Ce qui renvoie aussi à quel type d'expression, de débat et de maîtrise politique collective on peut avoir à un moment donné par rapport à des expériences en cours.

Donc quelles organisations, ou quel front (au singulier ou au pluriel) construire qui soient les lieux de ce qu'est une organisation politique de réflexion collective, de maîtrise collective d'une réalité sociale qui bouge et peut s'accélérer ? Et aujourd'hui il faut aussi une organisation politique (ou «des» organisations politiques)

qui ressemble au projet. C'est-à-dire pour moi quel type d'organisation politique et également autogestionnaire qui indique le déjà là du point de vue de son fonctionnement, de sa culture, et qui ne peut pas être la réplique des organisations politiques telles que nous les avons connues ?

Patrick Le Tréhondat

Penser à la fois les fins et le processus

Laurent Lévy

Je suis d'accord avec les deux exposés introductifs, ainsi qu'avec ce que Patrick a dit pour l'essentiel, étant observé que la question qu'il pose en dernier lieu est une question redoutable. D'un côté parce qu'il est tout à fait vrai qu'on ne peut pas prétendre approfondir de manière radicale la question de l'alternative sans approfondir la question des « instruments » dont on peut se doter pour faire avancer cette alternative ou pour faire avancer dans cette alternative ; et d'un autre côté, c'est en soi tout un continent et je comprends que nos camarades aient limité leur propos à des questions plus générales. Mais il me semble qu'on ne peut pas faire l'impasse sur cela, et ce d'autant moins qu'un certain nombre d'entre nous militons dans Ensemble !, organisation qui partage avec toutes les autres le point commun de ne pas s'être posé la question de l'organisation et de ne pas avoir de réflexion collective sur ce que l'on fait et comment on pratique. Je pense que c'est un débat auquel on ne doit pas échapper. Il est plus ou moins vaguement en cours dans Ensemble !, mais il devrait se mener à marche forcée, et ce n'est pas le cas.

Edouard Bernstein disait : « *La fin n'est rien, le mouvement est tout.* » Comme cela la phrase est assez séduisante, le fait qu'elle vienne de Bernstein peut peut-être amener à y réfléchir à deux fois, peut-être pour réhabiliter la mémoire du révisionnisme... ou peut-être pour critiquer un peu une telle formule. Autant je pense que le mouvement, les processus sont des choses absolument décisives (je ne vais pas enlever une virgule de ce que vous avez dit l'un et l'autre là-dessus), autant je pense que l'on ne peut pas faire l'économie de la fin (Bruno a un peu avancé dans cette direction). Lucien Sève a fait un gros bouquin qui s'appelle *Commencer par les fins*, et ce n'était pas totalement inutile. On ne peut pas parler d'alternative, proposer ou représenter une alternative, et qui plus est une alternative crédible, si on n'a rien à dire sur l'après.

C'est une question un peu compliquée, presque taboue. C'est à juste titre que Marx et la tradition marxiste ont dit que l'on ne va pas se lancer dans la description du communisme, parce que ce sont des choses qui se construisent. En même temps, la chute du bloc soviétique, l'involution des rapports de force mondiaux et locaux que cela a constitué, ont été un désastre. Je ne parle pas du désastre qu'était le bloc soviétique, qui en était un autre d'une autre nature, mais il y a malgré tout le fait que, indépendamment même de la catastrophe véritable dans laquelle s'étaient lancés les dirigeants soviétiques, il y avait l'idée qu'il existe une société alternative, elle n'était pas bien mais il existait quelque chose qui n'était pas le capitalisme.

Il n'existe plus quelque chose qui n'est pas le capitalisme. On se retrouve d'une certaine façon dans le *statu quo ante* d'avant la révolution russe, dans lequel l'idée des altermondialistes suivant laquelle un autre monde est possible devait être mise à l'épreuve. Et aujourd'hui nous sommes cantonnés à dire que nous voulons une alternative, mais il faut dire vers quoi, sans entrer forcément dans le détail de la description. L'anticapitalisme est une excellente chose que nous partageons tous, mais ce n'est pas "en soi" un programme, et donc il faut pouvoir parler d'un monde débarrassé de l'exploitation, débarrassé de la marchandise, débarrassé du salariat.

Je pense qu'il faut faire attention aux formules qui disent que la fin n'est pas ce qui compte mais que c'est le processus, parce que l'on ne se contente pas de le penser comme cela, on se propose aussi d'agir sur ce monde, donc aussi construire une hégémonie. Et une hégémonie, cela se construit en rassemblant autour d'un projet, autour d'une vision, autour d'une culture que l'on a besoin de partager. Cette culture est bien sûr "anti" mais elle ne peut pas n'être que cela. Je pense que faire de la politique c'est d'abord dire non ; mais dans ce qui permet de rassembler, il y a entre autres la constitution d'une culture commune.

Josiane a évoqué la pétition Alstom, en la présentant comme le type même de bonne initiative. Je suis à la fois d'accord et partagé. Parce que cela ne s'appuie sur et n'appuie aucune lutte. C'est une pétition, mais c'est aussi une pétition de principe, c'est peut-être l'exemple du genre d'occasion que nous ratons. Le fait qu'elle soit signée par un certain nombre de personnes ne fait pas qu'il y ait une appropriation publique de ce débat, et de ce type de débat. C'est en cela qu'elle me semble être un bon exemple mais en même temps un exemple

de la manière dont on échoue. Le dire n'est pas faire le moindre grief que ce soit aux gens qui l'ont lancée. Mais sur quelles luttes et comment on s'appuie là-dessus est une question qui me semble devoir être développée.

De même que l'on ne peut pas, à mon sens, faire l'économie de la question des organisations, on ne peut pas non plus faire l'économie de la question plus générale de la politique. Là aussi Bruno a avancé un certain nombre de pistes dans lesquelles il faut que l'on s'engouffre. Si la politique généralise des choses, elle ne constitue pas un champ particulier de l'activité sociale et il y a de la politique dans l'ensemble des mouvements sociaux. Ici, on le dit souvent et on l'élabore souvent, mais on n'en tire pas forcément toutes les conséquences en termes organisationnels et en termes pratiques. Et je pense qu'il faut là aussi que l'on reprenne cela à frais nouveaux.

Une autre brève remarque. Je suis d'accord avec la critique par Bruno de la formule d'Olivier Besancenot : « *De toutes façons, nous, on était antistaliniens.* » L'histoire du socialisme réellement inexistant nous appartient à tous, elle appartient à tous ceux et à toutes celles qui veulent construire un monde nouveau. Cela suppose qu'on l'examine, parce qu'une fois que l'on a dit que ce n'était pas bien, je ne suis pas sûr que l'on n'ait pas épuisé le consensus. En entrant dans le détail, on trouverait certainement des analyses différentes ou divergentes assez nombreuses et qui mériteraient un débat, au terme duquel on peut parvenir à une analyse consensuelle. Aujourd'hui il n'y a pas de littérature sur la question, si ce n'est de la littérature des années 70. Et même si c'est une histoire du passé, c'est un passé auquel on doit réfléchir sans en faire l'économie.

Enfin, sur l'affirmation qu'il n'y a plus de place pour le réformisme, je suis profondément d'accord et je pense même qu'il n'y a plus beaucoup de place pour le vieux débat réformisme/révolution. C'est pour moi un débat qui, à bien des égards, appartient au passé. Il n'y a pas de courant politique "insurrectionnaliste" significatif et l'idée qu'il faut faire des réformes est une idée partagée par tout le monde. La distinction radicale qui existe dans le petit monde de la gauche politique, c'est l'anticapitalisme assumé dans l'ensemble de ses conséquences ou pas. Et, en effet, il n'y plus de place pour le réformisme, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de place du fait des évolutions des structures du capital, de sa mondialisation, etc. Il n'y a plus de place pour le compromis keynésien, il n'y aura plus de politique sociale-démocrate. Et l'une des choses qui expliquent le virage à droite de tous les partis sociaux-démocrates, ce n'est pas parce que ce sont tous des imbéciles et des salauds : c'est qu'il n'y a objectivement pas moyen, sans s'en prendre au capital lui-même, de mener des politiques au profit des gens et de faire partager les bénéfices de la société, et de ce qui s'ensuit.

Et si ce n'est pas possible, cela signifie, qu'on l'appelle révolution longue ou autrement, que la perspective anticapitaliste est la seule qui permette de faire sortir le nez de l'eau au salariat.

Laurent Lévy

Du "déjà là" au "pas encore là"

Pierre Zarka

Je voulais commencer par attirer l'attention sur ce point : très souvent la notion de processus est communément admise comme étant simplement le fait que le grand soir serait une pente trop raide à grimper, alors on dilue, d'où parfois le mot "transition" qui ressemble non plus à un mouvement mais au sas d'une écluse. C'est-à-dire que l'on est parfois dans la continuité des mêmes réflexes que si c'était le grand soir, tout en disant que ce ne l'est pas ; je pense au rôle d'avant-garde, à la conception des partis, à la conception de la prise du pouvoir.

Pour moi l'intérêt de la notion de processus est que l'on change le sujet du verbe, qui devient l'ensemble des exploités et des dominés, et non pas les forces politiques. Cela change considérablement le centre de gravité de nos préoccupations.

Une nuance avec ce que disait Bruno : personnellement j'ai tendance à penser que dans la mesure où tout le monde est producteur de politique, l'essentiel de la différence entre les forces politiques, syndicales, associatives ou culturelles tiendrait plutôt à la nature des portes d'entrée pour aborder le même objet, plus qu'à une répartition des responsabilités. Sinon on est dans la situation paradoxale que l'on connaît régulièrement, celle de 2010 avec le dernier grand mouvement social sur les retraites où la seule déclaration de Mélenchon est de dire que nous sommes derrière les syndicats ; ce que les syndicats ne demandent pas. Et

au moment où la question peut revenir dans la campagne des présidentielles, les syndicats ne sont pas là puisque c'est la campagne des présidentielles. Le résultat, ce sont les Horace et les Curiace, la bourgeoisie nous prend les uns après les autres puisque l'on y va régulièrement en ordre dispersé, en fonction de la nature de notre organisation. Voilà pourquoi je voudrais m'attacher à cette idée que le sujet du verbe, ce soit les individus.

Je rejoins tout à fait ce qui a été dit sur le déjà là, je voudrais juste ajouter un élément. Dans le déjà là il y a non seulement tout ce qui a été évoqué, mais aussi ce qui ne marche plus. Par exemple sur l'obsolescence du système représentatif actuel, je pense qu'il y a du déjà là dans les abstentions.

Évidemment, le déjà là est un carrefour, cela peut déboucher sur deux directions diamétralement opposées, on le voit avec le résultat des dites élections. Mais il y a autant de déjà-là dans des comportements «négatifs», d'opposition ou de rejet devant ce qui ne marche plus, que dans ce qui est positif et peut être cité en exemple.

Pour moi le problème du déjà là, c'est le "pas encore là". C'est-à-dire que pour nous, si nous prenons en compte qu'il y a un processus à partir du déjà là, la question qui nous est posée suppose que nous fassions l'hypothèse d'un pas encore là. Sinon, on est effectivement sur une espèce de spontanéité dont a parlé Josiane, où on compte sur la seule force de l'exemplarité. Il est très important de se centrer sur ce tandem entre le déjà là et le pas encore là, parce que l'on voit bien, par exemple dans les abstentions, qu'il y a quelque chose de positif dans la prise de conscience : il vaut mieux entendre quelqu'un dire qu'il en a marre de se faire avoir plutôt que l'entendre dire qu'il adore ça !

En ce qui concerne la dénonciation : il y a un sens de classe qui suinte un petit peu mais qui se cristallise essentiellement sur les inégalités (ou sur le côté patron voyou pour reprendre une expression un moment à la mode), plutôt que sur la «normalité» des modes d'exploitation.

Donc on voit bien qu'il manque à chaque fois quelque chose, mais pas seulement à chaque intéressé, je rejoins le propos de Laurent sur la culture commune. Construire un mouvement d'ensemble, ce n'est pas seulement s'égosiller pour dire qu'il faut converger, c'est aussi essayer de produire justement une intelligibilité commune qui, à mon sens, est moins de l'ordre du programme détaillé que de la direction à prendre. Parce qu'avec le programme détaillé, on rend les gens plutôt consommateurs que citoyens, chacun fait son marché dans un bouquin auquel il n'a, en plus, pas participé : on peut être très content d'y trouver la baisse des loyers mais continuer à penser que les fonctionnaires sont d'infâmes privilégiés. L'adhésion au programme ne produit pas du commun. Voilà pourquoi il s'agit moins d'un projet clos, que d'une direction à prendre.

Mais en disant cela, je ne fais que déplacer le problème. D'où vient ce manque de cohérence ? Je voudrais attirer l'attention sur l'effet en retour que peut avoir sur les constructions immédiates la quête d'un autre devenir. Parce que nous avons un problème, c'est que chronologiquement, l'avenir vient après le présent, et que contrairement à ce que l'on pense, on regarde tous le présent à partir de l'idée qu'on se fait de l'avenir. Quand il y a eu cette mode chez des jeunes (c'était notre génération) de *no future*, on ne l'a pas prise suffisamment au sérieux pour voir ce qu'elle portait déjà à la charnière des années 70 et 80. Il n'y a pas eu de révolution ou d'arrachement structurel - Josiane prenait l'exemple de la Sécurité sociale - sans que ce ne soit aussi sous l'effet d'une autre vision de l'organisation sociale. Qu'est-ce qu'il y avait de commun entre un Aragon et un ouvrier spécialisé de chez Citroën, tous les deux membres du Parti communiste ? Ce n'était pas d'abord leur appartenance à un parti, ni le mode de vie, les pratiques culturelles ou le revenu ; il n'y avait aucune revendication commune, leur point de rencontre était dans l'avenir. Ils faisaient communauté dans une projection d'avenir d'une autre société. Et la communauté qu'ils créaient était là-bas, elle n'était pas ici, pas dans le présent. "Ici et maintenant" est en vérité une idée mortifère pour nous.

Je pense qu'au compte de l'hominisation, il y a l'obligation de se situer sur l'axe du temps. Il y a la mythologie de l'origine et ce qui se passera après ma mort, le fait religieux. On est sur un axe du temps, spontanément, on se socialise par l'axe du temps. Si je prends le rapport entre les Lumières et la Révolution française : à aucun moment les Lumières n'expliquent comment prendre la Bastille ou couper la tête au roi ; mais l'objet des Lumières, c'est le rejet de l'absolutisme, la reconnaissance du mérite par le travail, le fait que les aristocrates sont jugés inutiles et que la naissance n'est rien, la fin du sacré et du divin, sans laquelle on n'aurait pas osé couper la tête au roi ni prendre la Bastille. C'est-à-dire que tout le processus après, qui n'est pas voulu ou pas contrôlé, dépend aussi d'un terreau qui est une projection sur autre chose.

Si j'insiste là-dessus, c'est que je rencontre dans toute notre activité militante cette notion de processus qui serait simplement le présent qui s'étire. Comme si la fin du capitalisme allait surgir par surprise, sans qu'on

l'ait voulue, sans qu'on l'ait préparée, au terme d'un cheminement de luttes. Ce qui revient à s'enfermer dans une chronologie qui n'existe pas, qui est purement mentale et qui n'est pas dans les faits.

Je voudrais m'arrêter rapidement sur deux obstacles. Le premier concerne les rapports délégataires, que l'on a déjà évoqués. Le problème, c'est que ce qu'on appelle souvent le modèle social français, dans ce qu'il a de positif, résulte d'un compromis, donc d'une cohabitation entre des forces syndicales et politiques qui se réclament de l'anticapitalisme (et l'ont été réellement) et des forces du capital. La complexité, pour nous, c'est que meilleur a été le compromis, et plus cette cohabitation conserve de la justification, jusque dans l'inconscient. Ce n'est pas pour rien que les événements dont on parle ont eu lieu non pas en France mais en Italie, sortie d'un État fasciste pour ensuite avoir un État branlant sur lequel on ne peut jamais s'appuyer ! Nous, nous avons derrière nous la solidité d'un État qui nous a apporté le droit de vote des femmes, la Sécurité sociale, etc. Et comme cela a marché, on a du mal à s'en détacher. Nous avons une contradiction, qui nous rend difficile l'arrachement à des normes, l'arrachement à des usages, l'arrachement à des traditions, j'ai un débat personnel avec certains membres d'Ensemble ! sur respecter ou ne pas respecter les traditions, au nom du processus.

La seconde question, qui me taraude beaucoup en ce moment sur la base de cette expérience militante, c'est justement ce rapport au futur. Le capital pousse de plus en plus à une course effrénée à l'accroissement de la productivité, le rythme de travail devient une formidable variable d'ajustement, la pression sur la rapidité met tous les salariés en tension vers une urgence vers laquelle il faut continuellement courir, et ceux qui ne sont pas salariés, qui sont jetés dans la marginalité, sont aussi, d'une certaine manière, dans l'urgence. Et donc le présent devient jetable, devient fugace, et le temps long devient du temps perdu. Conjugué à ce qui a été dit sur la faillite des grands récits du XX^e siècle, l'idéologie dominante privée de projection vers un avenir, même s'il est hypothétique, intègre un présent qui ne s'inscrit plus sur un axe qui nous mènerait au futur. Le présent est pris entre un passé jugé définitivement clos et inutile et un futur incernable, il ne nous reste que l'urgence. Privé d'avenir, les seuls discours jugés "concrets" (et ce mot on nous l'envoie souvent à la figure) sont ceux de l'urgence, à tel point que le mot "philosophique" est devenu synonyme de "hors-sol". Il n'est pas synonyme d'intelligence ou de pensée, il est synonyme de rêveur, et tout discours sur une cohérence autre que celle que nous vivons actuellement est jugé trop abstrait. De ce fait la créativité que suppose la politique est jugée trop lente, et cède le pas à la répétition, à la mise en conformité. Dans cette situation, quand on ne peut pas se projeter vers autre chose, il n'y a plus de choix à faire : il reste à s'adapter, et il n'y a pas de processus.

Je voudrais revenir sur le processus à partir du sens des luttes et de la manière dont elles peuvent prendre une charge subversive.

Je le ferai d'abord de manière négative, à partir d'un reproche. Je pense que le PCF, dont j'étais membre en 1976, a évoqué la marche au socialisme par l'addition des luttes et du suffrage universel. Je ne sais pas si c'est sous l'effet de son influence, mais je retrouve un peu partout la même dissociation, d'un côté les luttes, de l'autre côté le suffrage universel, sans autre rapport entre les deux que celui qui consiste, pour ceux qui vont se présenter aux élections, à se faire bien voir pendant les luttes et ainsi récolter leur récompense au moment de l'expression du suffrage universel. Mais cette dissociation est redoutable non seulement d'un point de vue stratégique général mais du point de vue des intéressés, des gens. Cela interdit à ceux qui luttent de prendre conscience que c'est à partir de leur propre lutte que se conçoit l'après capitalisme : ils sont dans le wagon de seconde classe et attendent que tout se passe dans le wagon de première classe. Pire encore, de ce fait ils ignorent complètement qu'ils sont l'épicentre du mouvement de transformation de la société, que l'acteur principal, c'est eux, et ainsi tout le monde attend tout le monde. Nous sommes dans la situation où les gens attendent ce qui se passe en politique, et je sors d'une réunion à Ensemble! où dans un texte, au départ, on regrettait qu'il n'y ait pas de luttes parce que comme il n'y en a pas assez on ne peut pas faire grand-chose. C'est une histoire à la Devos !

Essayons maintenant de le dire de manière positive. Au fond, il y a un point commun à toutes les luttes, même aujourd'hui, même si ce n'est pas conscient, c'est que toutes expriment l'envie d'avoir le pouvoir de réussir. Ce qu'elles ont en commun, ce n'est pas l'objet de la lutte, c'est le verbe pouvoir. Or, si l'élection devient le prolongement de cette action, on change sa nature : l'enjeu n'est pas d'élire ceux dont on pense qu'ils sont les mieux placés (et on est perpétuellement dans le vote utile et on n'a pas fini d'y être), mais plutôt dans une espèce de subversion de la règle du jeu qui fait que l'on prend conscience de la double finalité du vote. On élit quelqu'un, qui est le partenaire des mouvements, et d'autre part on constitue un corps électoral, donc une force sociale. Ce qui fait qu'aujourd'hui un corps électoral n'est pas une force sociale c'est

qu'il ignore qu'il est un corps électoral. Tandis que s'il prend conscience de ce qu'il est, alors il devient un moyen d'intervention.

La transformation du mouvement populaire en force de pouvoir, si on n'est pas dans la logique du grand soir, rend en même temps illusoire que les forces du capital, le pouvoir en place et l'État cèderaient de plein gré le terrain conquis. Je prends un exemple pour bien me faire comprendre. La conquête de l'IVG, avant sa légalisation, a mis toute l'opinion devant un choix : quel pouvoir écouter ? À quel pouvoir participer ? Celui qui réprime ou celui qui vient de la rue et qui est en train de monter. On est devant la nécessité de comprendre qu'il y a une compétition de pouvoirs, et que cela met évidemment l'individu lambda devant un choix. D'où la notion de désobéissance, mais surtout l'ampleur du rassemblement sur des contenus idéologiques auxquels les individus peuvent s'identifier avec suffisamment de détermination. Auxquels ils participent et ils s'identifient.

Et c'est là que revient la question de la symbolique et des représentations. C'est pour cela qu'il y a une certaine inanité du programme détaillé parce qu'on renvoie l'individu à une certaine passivité, à du clientélisme, alors qu'il s'agit de le mettre en situation de construction. Je vais me faire comprendre à l'aide d'une image - comme toutes les images c'est un petit peu boiteux, je le reconnais : il y a une différence de comportement de notre part devant un spot publicitaire et devant la photographie d'un type en train de plonger, qui saute d'un plongeur. Devant le spot publicitaire, on n'a rien à faire, on est dans le sensitif. La photographie qui fige oblige à un travail d'interprétation, il y a une collaboration entre le photographe et celui qui regarde la photo, il y a un travail des deux côtés. Pour moi, c'est cela la construction des symboliques. Personne ne se comporte comme un élève à l'école, donc s'il n'y a pas participation il n'y a rien. Par contre il ne s'agit pas de participer à on ne sait pas quoi, mais de mettre chacun, à partir de ce qu'il est, en situation de construire à quelque chose, sans plagier quiconque et qu'il puisse dire : je participe donc je suis.

C'est-à-dire être capable de se projeter dans un avenir à sa mesure, parce que vouloir penser la société autrement, se projeter dans des symboliques, c'est en même temps avoir une expérience nouvelle. Parler du futur, c'est déjà vouloir le maîtriser. Lorsque nous avions 20 ans, ou dans les années de fin de lycée, nous parlions énormément de notre avenir. Je suis frappé de voir comment les jeunes évitent d'en parler, comment cet avenir est souvent pensé à court terme, sur une période brève, parce qu'il y a comme une espèce d'angoisse existentielle.

On fait de la politique comme on se voit, et il y a une manière de poser le processus qui permet justement d'aider les gens à modifier l'image qu'ils ont d'eux-mêmes, à les sortir de la victimisation et à se mettre dans une posture de création.

Pierre Zarka

Processus et bifurcations pour ouvrir de nouveaux champs

Gilles Alfonsi

Quelques remarques de manière extrêmement rapide, que j'essaierai d'approfondir plus longuement dans le cadre des actes.

Sur les modes de transformation et le processus, je pense que l'on n'a pas épuisé le débat sur grand soir/petits pas, grandes réformes/bifurcations, et qu'il faudrait approfondir ces histoires-là parce que on ne peut pas exclure qu'il soit positif et nécessaire d'avoir des surgissements. On ne peut pas négliger le fait qu'obtenir des avancées à petits pas et avoir un certain pragmatisme cela reçoit un accueil favorable d'un certain nombre de personnes.

Sur les étapes ou les grandes réformes, on doit constater qu'il y a des avancées émancipatrices qui ont déjà eu lieu, qui sont du déjà là et qui valent le coup d'être à la fois valorisées, mises à l'éclairage, et transformées. Elles sont là et c'est important de les mettre au crédit justement d'une démarche émancipatrice.

Et les bifurcations nous disent aussi qu'il est possible d'ouvrir de nouveaux champs. Parfois c'est de l'ordre juste du discours, comme la pétition Alstom où effectivement il n'y a pas de réalisations concrètes auxquelles mène la pétition, sauf qu'elle ouvre un nouveau champ en faisant écouter une petite musique, et c'est l'enjeu.

Sur la question de la stratégie, je pense qu'il est nécessaire de se situer non seulement sur le temps long au sens du futur un peu lointain et de ce qu'on peut faire travailler autour de l'imaginaire, mais aussi sur celui du temps déjà passé et des évolutions anthropologiques en cours. Beaucoup des orientations que l'on peut défendre aujourd'hui peuvent se faire au nom des évolutions profondes - ou en rapport avec. On a cité l'éducation mais on pourrait citer les évolutions de la famille et d'autres.

Et en lien avec ce que disait Pierre, sur le problème de la nature du mouvement de la société que nous souhaitons encourager, ce n'est pas simplement un mouvement d'idées mais il s'agit d'être capable d'instituer des choses profondément neuves.

Sur le rôle du politique, je pense qu'il faudra une autre séance pour approfondir. Favoriser la convergence d'expériences autogestionnaires, les fédérer, d'accord. Mais sommes-nous dans une stratégie de contournement de l'État ou bien faut-il un affrontement avec la logique de l'État comme fondé de pouvoir du capital ? Moi, je défendrai l'idée qu'il va falloir affronter l'État et que, de toutes façons, on n'aura pas le choix ! L'État, lui, est armé (au sens propre comme au figuré) et donc on ne peut pas simplement s'en remettre à la fédération des expériences autogestionnaires avec un État qui resterait dans sa toute puissance. Il y a là un affrontement qui est nécessaire.

Il y a un conflit nécessaire avec la démocratie représentative et le système représentatif tel qu'il pourrait, donc un enjeu autour de l'appropriation du pouvoir. Le débat sur faire qu'elle ne soit pas une appropriation qui privatise renvoie au livre *Commun*.

Il y a une dernière chose que je voulais pointer et qui aura besoin d'approfondissement. Je rêve d'une rencontre entre la logique des Alternatifs et celle de Bernard Friot, parce que les deux nous parlent du déjà là. Bernard Friot nous parle du déjà là déjà institué, à transformer, macroéconomique, et, vous, vous nous parlez (et nous nous parlons à Ensemble ! souvent) d'expériences autogestionnaires instituées, même si elles sont locales. On a deux choses à deux échelles, qui pour l'instant ne communiquent pas, donc fédérons les déjà là.

Quant au pas encore là, il concerne les deux aussi puisque Bernard nous invite à nous projeter dans un autre déjà là que celui qui est institué à travers les phénomènes macroéconomiques qu'il évoque, et nous aussi, quand nous parlons des expériences autogestionnaires, nous nous situons dans un pas encore là annexe.

Mais là il y a une rencontre qui ne se fait pas, qui ne s'est pas faite jusqu'à présent.

Gilles Alfonsi

Structure du capitalisme et futur possible auto-organisé

Benoît Borrits

Pour compléter le propos de Gilles Alfonsi, je reviens sur une question qui a été abordée, à savoir est-ce que les Fralib, c'est une victoire ? Je crois que l'on ne doit pas poser les questions dans ce sens là. Effectivement, quand on regarde l'ensemble des expériences qui ont eu lieu, on s'aperçoit qu'il y a une chute du nombre d'emplois ; c'est vrai un peu partout, chez les Fralib, chez les Vio-Me à Thessalonique, et davantage encore chez les Pilpa à la Fabrique du Sud. D'une façon plus générale, aujourd'hui, c'est difficile pour toutes les alternatives. Les logiciels libres, par exemple, sont apparus pendant un temps comme un autre futur possible ; et depuis cinq ou 10 ans, avec l'émergence des réseaux sociaux, des *clouds* qui nécessitent des moyens financiers absolument extraordinaires, on rentre dans le privé et on s'aperçoit que le logiciel libre rame aujourd'hui difficilement. C'est la même chose pour les coopératives.

Alors, ces expériences, pourquoi nous intéressent-elles ? Parce qu'elles portent en elles un futur qui est beaucoup plus désirable. La Fabrique du Sud, les glaces Pilpa, pourquoi est-ce qu'on les aime ? Parce que ce sont des gens qui disent ne plus vouloir de ce qu'ils faisaient auparavant, des glaces chimiques à l'effigie des

personnages de Walt Disney ou autre, qui disent vouloir faire de la glace de qualité, avec des entrants locaux, avec des circuits courts de distribution, en cherchant à limiter les émissions de CO2. Très franchement, c'est un univers qui est infiniment plus désirable que ce que nous connaissons aujourd'hui.

Ces expériences, ces alternatives, ce n'est pas la majorité : les SCOP, ce sont 40 000 salariés et 20 000 coopérateurs, les AMAP ou les gens qui travaillent dans le logiciel libre, ce n'est pas grand chose.

Par contre, il y a une majorité, celle que j'appelle la classe travailleuse - j'aime bien ce terme, plus en ligne avec nos amis européens qui n'ont pas celui de classe ouvrière - et là on a une autre situation dans laquelle on n'a plus d'avancées sociales. Dans tous les combats sociaux, depuis maintenant 30 ou 40 ans, on se bat toujours à reculons, contre. Et quand on parle de victoire (les deux dernières : contre la réforme des retraites de 95 et celle du CPE de Villepin), c'est en fait le gel d'un projet gouvernemental à un instant donné et guère au-delà.

Pourquoi cette situation ? Quelqu'un a parlé de keynésianisme et je crois profondément que c'est cela la question. On est passé d'un capitalisme dans lequel il y avait un potentiel de croissance énorme (je me réfère au schéma des postkeynésiens d'après-guerre), où une augmentation des salaires a un effet positif sur la demande adressée aux entreprises, et, au final, les capitalistes ne sont pas si mécontents de l'avancée sociale et peuvent s'y retrouver. On a donc les bases d'un compromis de classes positif qui, schématiquement, était celui que l'on a eu dans les 30 glorieuses. Aujourd'hui, on ne l'a plus mais on commence à s'en rendre compte seulement maintenant, au bout de 40 ans.

C'est là le problème. Mais on a les possibilités de faire une synthèse entre ces deux mondes, même si je ne vais pas jusqu'à certaines positions de Bernard Friot sur le chemin pour y arriver. Ces deux mondes se complètent parfaitement, on a besoin de dire qu'aujourd'hui si l'on veut des avancées sociales, c'est d'une part la question de la structure du capitalisme qui est posée, et par ailleurs il y en a d'autres qui nous dressent un futur possible auto-organisé, autogouverné. Il faut avoir, en tant que force politique, la claire détermination de dire que ce mouvement va dans ce sens, et ce d'autant plus que si l'on augmente de plus en plus la part des salaires dans la valeur ajoutée, schématiquement la valeur des entreprises disparaît, et le débat sur les indemnités ne se pose même plus. Parce que c'est tout simplement le combat de lutte de classes qui a amené cette question.

Pour conclure, il y a la nécessité de faire une synthèse entre ces deux courants. Le grand problème de la défiance aujourd'hui vis-à-vis du politique, c'est que tous ceux qui sont au gouvernement trahissent : élus sur un programme, ils font ensuite autre chose. Je crois qu'à partir du moment où on arrivera avec la détermination de se projeter dans un futur, on pourra penser à autre chose. En 81, même si le programme déjà était bien édulcoré, il s'est quand même gagné sur la lancée des années 70 dans lesquelles il était question de changer la vie. Une grande partie de la population, même si je faisais probablement partie des sceptiques, a voté en 81 dans l'idée que l'on allait changer la vie. Aujourd'hui on voit le programme de 81 beaucoup plus à gauche que celui du Front de gauche et cela doit nous interpeller.

Je suis assez d'accord sur la question de la social-démocratie qui peut-être se réincarne dans le FN, mais dans ce cas-là ce sera une social-démocratie tendance allemande 1919, autoritaire.

Benoît Borrits

Parti-mouvement et horizon d'émancipation

Bruno Della Sudda

Sur la question réforme/révolution : le clivage tel qu'il a été posé dans l'histoire du mouvement ouvrier ne se pose plus aujourd'hui, cela me paraît très important ; et un réformisme à l'ancienne, qui a été la marque de fabrique de la social-démocratie au moment des trente Glorieuses à l'échelle européenne, c'est fini. Il n'y a plus d'espace du réformisme, ce qui ne veut pas dire que mécaniquement il n'y a plus de force qui se réclame du réformisme. Sans entrer dans les détails ni faire de procès d'intention, à la lisière du Front de gauche, il y a des ambiguïtés de type réformiste.

Quand Gus Massiah nous propose que, du point de vue des forces radicales, on passe un compromis à l'échelle mondiale avec des forces qui sont à la recherche d'un néo-keynésianisme (ce n'est pas nouveau dans la stratégie altermondialiste, il l'a repris dans une contribution récente de *Contretemps*), je n'y suis pas opposé *a priori*. Il faut voir de quoi on parle précisément et faire en sorte de ne pas être, nous, à la remorque de ce type de forces.

Par ailleurs, pour répondre à Gilles, il ne s'agit pas ici de refuser toute avancée que constituent les petits pas. Tout ce qui est bon à prendre doit l'être, y compris pour le moral ! C'est fondamental dans le rapport de forces et dans la déconstruction, dans la conquête ou la reconquête de l'hégémonie. Mais avoir une stratégie politique basée sur les petits pas serait totalement inopérant.

Une deuxième remarque, très vite : la révolution longue, c'est aussi le temps de la délibération politique, c'est le temps de la démocratie. C'est fondamental.

Patrick nous a interpellés, Josiane et moi, sur la question du parti : nous avons eu cette discussion ici même il y a quelques années, ACU, FASE et Alternatifs et effectivement il faut la reprendre. L'idée du parti-mouvement que nous nous défendons, c'est vrai, n'est pas du tout théorisée dans Ensemble !, on n'arrive pas à avoir de discussion sur cette question. J'y vois une explication, c'est l'échec du NPA et la peur de la plupart des camarades qui ne veulent pas rouvrir la question de l'organisation (tout comme ils ne veulent pas rouvrir celle du voile, de l'islamophobie, etc., par crainte d'un certain nombre de fractures qui, de toutes façons, s'exprimeront parce que la société va l'imposer). Mais observons quand même deux petites choses : à Ensemble ! il y a déjà des lourdeurs et des problèmes mais c'est tout neuf, donc je serais relativement indulgent ; et en termes de pratique (et là on retrouve le pragmatisme qui peut avoir de mauvais côtés mais aussi des bons, y compris dans la trajectoire politique de ce qu'était l'ancienne LCR) Ensemble ! fonctionne comme un parti-mouvement et pas du tout comme un parti à l'ancienne. Je considère que l'on a déjà gagné cela, même si cela ne règle pas tous nos problèmes. Le parti guide, le parti arrogant, le parti de la morgue, (qu'était y compris le NPA, au début), cela n'existe pas dans Ensemble ! et c'est déjà une avancée même si, en soi, cela ne suffit pas.

Sur le projet, l'horizon du projet : l'horizon c'est l'émancipation, c'est la fin des dominations, des oppressions et des exploitations, pour aller vite. Donc la terminologie de l'émancipation mériterait d'être développée, elle est fondamentale.

Sur la nuance dont parlait Pierre à propos du rapport entre forces politiques, syndicales ou associatives, je souhaiterais que l'on ait un débat sérieux là-dessus, y compris par rapport à des choses qui ont été écrites récemment dans Ensemble ! et que je ne partage pas tout à fait. Je suis militant politique, j'ai été très longtemps responsable syndical, et je n'ai pas oublié que l'immense majorité des gens qui rejoignent une organisation syndicale le font pour la défense immédiate des conditions de travail dans un champ très précis, et non d'un point de vue généraliste. En cela, un syndicat ou une association produit parfois beaucoup plus de politique (au sens noble du terme) que les forces politiques (qui, pour la plupart, ne font pas de politique). Cela dit, quand on rejoint un syndicat, on le fait sur des bases sectorielles, fragmentées et autolimitées. Si je suis dirigeant syndical aujourd'hui, par exemple dans l'éducation, et que je souhaite que mon organisation syndicale s'engage dans un terrain politique plus large, une bonne partie de la base du syndicat refusera, en disant que ce n'est pas sur ces bases là qu'elle a adhéré. C'est un problème que l'on ne peut pas contourner, et c'est pourquoi on ne peut pas attendre d'un syndicat ou d'une association qu'il produise du politique comme le fait une organisation politique qui a, elle, un rôle de synthèse, généraliste, alors que les syndicats et les associations sont plutôt des spécialistes.

Sur la mise en garde de Pierre quant au programme, je partage en partie son propos, mais d'un autre côté

réhabiliter le programme, en termes d'engagement que les gens qui sont élus doivent tenir, est une exigence démocratique. Cela dépend de ce que l'on entend par programme et son contenu. Un exemple clef : aux élections municipales, le fait que des listes s'engagent sur la mise en route d'une démocratie active avec les conseils de quartier, le budget participatif, c'est essentiel ! Il faut exiger cela des listes et notamment des nôtres (il faut être encore plus exigeants vis-à-vis de nous-mêmes que vis-à-vis des autres, ça changerait !).

Sur la dimension anthropologique de la crise (cela renvoie aux travaux de Lucien Sève) je partage tout à fait ce qui a été dit, mais en revanche, je pense que le Front national n'occupe pas l'espace du réformisme. Le Front national renoue avec les termes sociaux, altermondialistes, laïques et féministes, pour une partie, il renoue avec la problématique du fascisme et - pire que ça - avec celle du nazisme, c'est-à-dire qu'il propose une espèce d'émancipation *light* pour les nationaux, pour les Français. Le terrain du Front national n'est pas celui d'un nouveau réformisme, social-démocrate ou autre, c'est le terrain d'un néofascisme ou d'un néonazisme, ce n'est pas tout à fait pareil.

Sur le processus et ce qu'en a dit Pierre, à propos du sujet qui change : je suis totalement d'accord, c'est déterminant.

Enfin, ce sera mon mot de conclusion, je reviens sur la rencontre de deux logiques souhaitée par Gilles. J'ai eu le bonheur de rencontrer Bernard Friot pour la première fois à la Fête du Château à Nice, organisée par le Parti communiste. J'ai trouvé passionnant ce qu'il nous a raconté, et étonnant (au sens positif du terme) que ce soit dans le cadre d'une fête organisée par le Parti communiste, parce que ça ne correspond pas à ce que je connais de ce parti. Aujourd'hui, il y a eu un échange, on n'est peut-être pas allé au-delà ; mais dans le travail d'élaboration dont j'ai parlé tout à l'heure, le dialogue et la confrontation avec des chercheurs ou des gens qui ne sont pas directement liés à une structure organisée, j'inclus complètement toute l'élaboration de Bernard Friot, même si on ne partage pas tout de ce qu'il nous propose. Donc l'échange d'aujourd'hui, qui a déjà commencé pour un certain nombre d'entre vous, ce n'est qu'un début.

Bruno Della Sudda